



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 692

Texte de la question

FILIÈRES STRATÉGIQUES

M. le président. La parole est à M. Guillaume Bachelay, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Guillaume Bachelay. Monsieur le ministre du redressement productif, il n'y a pas d'économie sans industrie, et il n'y a pas de grande nation sans production. C'est pourquoi, dans notre pays, les entrepreneurs, les salariés, les partenaires sociaux et les élus locaux sont aujourd'hui mobilisés pour la reconquête de notre tissu productif. Je veux ici rendre hommage au combat exemplaire des salariés de la raffinerie de Petroplus à Petit-Couronne, en Seine-Maritime. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Cette reconquête industrielle est indispensable - c'est la grande cause nationale voulue par le président Hollande -, alors que dans notre pays, au cours des dix dernières années, 750 000 emplois industriels ont été détruits.

Elle suppose que l'on actionne plusieurs leviers : le soutien à l'emploi et à l'investissement, le pacte de compétitivité, le contrat de génération, la sécurisation des parcours professionnels, la Banque publique d'investissement, la transition écologique. ("*Allô ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Elle passe aussi par la réorientation de l'Europe ; tel est le combat mené par le Président de la République lorsqu'il arrache un pacte de croissance en Europe et qu'il plaide contre le dumping et pour la réciprocité commerciale dans les échanges. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Il y a également, et c'est indispensable, la politique de filières stratégiques, ces réseaux de confiance et de compétences qui regroupent les grands donneurs d'ordre, les PME et les entreprises de taille intermédiaire pour innover, exporter, embaucher et former nos jeunes.

L'excellence de notre filière aéronautique française a ainsi permis à Airbus de conclure un contrat magnifique et historique il y a quelques jours. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le ministre, le Gouvernement a mis en place douze filières stratégiques, dont dix des comités nationaux se sont réunis au cours des derniers mois, comme, par exemple, hier, pour les industries et technologies de santé.

Quel bilan dressez-vous de cette stratégie ? Quels objectifs lui avez-vous assignés ? Quels premiers résultats constatez-vous sur le terrain ?

Monsieur le ministre, le défi des filières, c'est le défi du patriotisme économique : il a le soutien de tous les patriotes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mes chers collègues, je vous rappelle que nos séances sont télévisées et que les Français nous regardent : essayons donc, les uns et les autres, de garder notre calme.

Vous avez la parole, monsieur le ministre.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député Guillaume Bachelay, vous avez raison d'indiquer que la renaissance de l'industrie française, après des années de désindustrialisation (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), est une grande cause nationale qui unit tous les Français.

Nous avons fait le choix d'organiser méthodiquement notre travail, tout d'abord en soutenant et en unissant les

forces locales, sociales, industrielles, les petites et les grandes entreprises, le système financier, avec la Banque publique d'investissement et les fonds filières.

Nous avons fait le choix d'unir, filière par filière, l'ensemble de nos forces, que ce soit dans les éco-industries, l'automobile, l'aéronautique, le nucléaire, la chimie ou la robotique, et bien d'autres.

Ce travail méthodique consiste à fixer des caps technologiques. Le Gouvernement, avec les professionnels, les partenaires sociaux et les pôles de compétitivité, définit un cap. Ainsi, dans l'automobile, tout le monde est d'accord sur le cap du véhicule 2 litres à horizon 2020. Dans la construction navale, c'est le navire écologique, qui consommera 50 % de carburant en moins ; dans le ferroviaire, c'est le TGV du futur qui doit être, dès 2018, sur les voies.

Les entreprises se sont mises à travailler, et le Gouvernement leur donne les moyens de le faire. C'est une stratégie de donnant-donnant : le plan automobile bonus-malus contre le 2 litres ; dans la chimie, nous sommes présents sur la recherche et le développement, mais nous demandons aux industriels de travailler sur la chimie du végétal.

Nous prenons chacun des secteurs, et nous mettons sur la table la commande publique dans le ferroviaire, les bonus dans l'automobile, le financement de la recherche et du développement dans la robotique, l'utilisation des moyens de la Banque publique d'investissement et de la Caisse des dépôts dans d'autres secteurs.

Il s'agit d'un travail de bénédictin (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI*), qui prendra des mois ; mais il est nécessaire, car il constitue un engagement pour l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRD.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Bachelay](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 692

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mars 2013](#)